A la lumière des événements en cours en Europe de l’est et de la crise du stalinisme, nombreux sont ceux qui, sous prétexte de « réalisme », veulent enterrer le communisme et étouffer tout espoir de changement révolutionnaire. C’est la volonté qui transpire des différentes opérations médiatiques du type « la fin du communisme » et « vive le capitalisme ».

Mais ces odes à la « modernité » ne peuvent pas étouffer la lutte des classes. Celle-ci n’est pas le fruit d’une quelconque machination, elle résulte de l’antagonisme qui existe entre les intérêts de « ceux d’en haut » et de « ceux d’en bas » et se dressera toujours sur le chemin de ceux qui oppriment.

Le communisme n’est pas le produit de la révolution d’Octobre ou de la révolution cubaine, il est né comme courant au sein du mouvement ouvrier même contre le régime capitaliste. La première organisation communiste, la Société des Egaux de Gracchus Babeuf, date de 1796 et non pas de 1917, le Manifeste Communiste a été publié en 1848 et non en 1959.

On ne peut traiter de l’avenir du communisme en se référant exclusivement ou principalement aux événements en cours en URSS, en Europe de l’Est et en Chine. Il faut se référer également à ce qui se passe et se passera dans les pays capitalistes, tant les métropoles impérialistes que le tiers monde.

La lutte de classe du prolétariat moderne ou de son ancêtre immédiat, le « quatrième état », n’est pas le produit d’une quelconque « doctrine » ou d’un quelconque effort d’agitateurs subversifs et d’occultes chefs d’orchestre, pour introduire la question sociale de « l’extérieur dans le mouvement ». Ces luttes de classe résultent d’antagonismes d’intérêts inévitables et incompressibles dans des conditions économiques et sociales données.

C’est la pratique de la lutte de classe qui aboutit à la doctrine de la lutte de classe, et non l’inverse. Hitler écumait de rage en parlant de la doctrine « marxiste enjuivée » de la lutte de classes. Mais en supprimant les syndicats et toutes les organisations ouvrières, en proclamant les patrons seuls maîtres à bord dans les entreprises au nom du « principe du chef » (Führerprinzip), il mettait en pratique une lutte de classes implacable et terroriste contre les salariés en faveur des capitalistes.

Madame Thatcher déteste sincèrement la doctrine de la lutte de classes. Mais elle pratique la lutte de classes comme elle respire, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, fût-ce avec des méthodes beaucoup moins violentes que celles d’Hitler.

Les véritables forces déstabilisatrices ne sont pas les agitateurs, partisans de la révolution, ce sont les fermetures d’entreprises, les licenciements des travailleurs, l’ accélération des cadences, les baisses de salaire périodiques, l’accroissement de l’inégalité sociale, la misère dans le tiers monde, les seize millions d’enfants qui meurent de faim et de maladies guérissables chaque année, le déni d’un minimum de dignité et de droits élémentaires à des centaines de millions d’êtres humains. Les forces sociales qui agissent dans ce sens ne le font point par méchanceté ou aveuglement innés. Elles le font parce que la logique implacable de la société capitaliste les amène à agir de la sorte, sous peine de perdre leurs fortunes et les possibilités de les accroître, c’est-à-dire d’accumuler le capital.

Voilà pourquoi il y aura une lutte de classe prolétarienne, aussi longtemps que le capitalisme subsistera. Voilà pourquoi de cette lutte de classes se dégagera encore et toujours un courant politique qui ne se contentera pas de combattre pour les

revendications immédiates, mais qui cherchera aussi à combiner cet appui avec un effort pour remplacer le capitalisme par une société plus humaine. Voilà pourquoi l'avenir du communisme est assuré, aussi longtemps que subsiste le capitalisme.

De plus, sur le capitalisme pèse une malédiction à laquelle il ne peut échapper. Non seulement ses contradictions internes tendent périodiquement à s'exacerber et à aboutir à des crises explosives de toutes sortes, mais surtout il ne peut croître et se développer sans faire croître et se développer aussi le prolétariat, c'est-à-dire son propre fossoyeur potentiel. La force croissante de ce prolétariat, qui résulte du développement du capitalisme lui-même, fonde l'avenir du communisme. Il y a aujourd'hui beaucoup plus de salariés de par le monde qu'il n'y en a jamais eu dans le passé.

Qui peut changer la société ?

Le communisme est un courant spécifique du mouvement ouvrier qui vise un changement radical de la société: l'avènement d'une société sans classes. Dès lors, son avenir dépend avant tout de la réponse à deux questions : y a-t-il au sein de la société bourgeoise une force sociale capable de réaliser pareille transformation? Cette force sociale s'engage-t-elle par elle-même, au moins périodiquement, dans cette voie?

En effet, le prolétariat moderne représente une telle force. Il se distingue de toutes les autres classes de la société bourgeoise et pré-capitaliste par le fait qu'il a précisément ces deux qualités. Il les acquiert progressivement du fait même de sa situation au sein du capitalisme, et des réactions que celle-ci suscite dans ses rangs.

Il n'y a dans cette constatation aucune idéalisation du prolétariat, ni aucune interprétation abusive de ses aspirations ou luttes courantes.

La classe ouvrière moderne (1) n'est pas spontanément ni instinctivement communiste. Ses aspirations et ses luttes courantes visent en général des objectifs immédiats, ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'elles soient toujours exclusivement ou même principalement économiques (2). Très souvent, elles ne visent pas un changement radical de la société.

Mais elles se distinguent des aspirations et luttes de toutes les autres classes sociales par leur capacité d'organisation et d'action collectives croissante. L'expérience enseigne toujours aux salariés qu'en confrontant les bourgeois seulement en tant qu'individus, ils seront invariablement défaits sinon écrasés. Ce n'est que par l'action collective qu'ils ont une chance de réaliser des succès dans la défense de leurs intérêts propres.

Cette tendance instinctive du prolétariat moderne à l'action et l'organisation collectives lui inculque petit à petit des capacités spectaculaires de coopération et de solidarilé qui s'opposent diamétralement aux « valeurs » bourgeoises d'égoïsme et de « lutte de tous contre tous ».

« Librement associés »

Le régime de propriété et d'enrichissement privés se fondent sur la concurrence féroce: les puissants écrasent les faibles. La lutte ouvrière suscite la suppression graduelle de la concurrence au sein du prolétariat: les forts se battent pour améliorer le sort des faibles.

Ainsi se développent une mentalité et des règles de comportement diamétralement opposées à celles de la bourgeoisie. Marx a succinctement résumé cette évolution en

parlant de « l'économie politique du prolétariat » qui s'oppose diamétralement à « l'économie politique de la bourgeoisie ».

Il ne s'agit que d'une tendance historique nullement rectiligne ou permanente. Elle est fréquemment arrêtée et renversée par des tendances opposées. Elle se réalise plus facilement au niveau d'une entreprise qu'à celui d'une branche d'industrie, au niveau d'une branche d'industrie qu'au niveau national, entre salariés mâles qu'entre hommes et femmes, au niveau national qu'au niveau intemationa1.

Les succès remportés la renforcent généralement, mais pas toujours. De graves défaites l'affaiblissent. Mais la tendance « séculaire » va dans le sens du renforcement et non de l'affaiblissement de l'organisation, de la coopération et de la solidarité entre salariés. On n'a qu'à comparer la force numérique des syndicats – disons en 1850, en 1900, en 1950 ou en 1990 – l'ampleur de leurs actions, y compris des grèves générales, pour s'apercevoir qu'à 1'échel1e mondiale, et, à quelques exceptions près, la tendance ascendante se maintient.

Or, le socialisme implique précisément la reconstruction de la société sur la base de la coopération et de la solidarité librement acceptées, non imposées par la contrainte venue d'où que ce soit, qualités que le prolétariat acquiert au sein de ses propres organisations.Il s'identifie avec le règne des « producteurs librement associés », pour reprendre une autre formule de Marx.

Le prolétariat joint à ces qualités, que lui inculque la société bourgeoise, la force économique et sociale potentielle de réaliser cette reconstruction.Il est capable d'arrêter d'un seul coup tous les rouages de la production et de la distribution. C'est lui, et lui seul, qui produit toutes les richesses (3).

Ce potentiel n'a pas été réduit mais accru par la troisième révolution industrielle. En fait, les salariés du secteur de l'énergie, des télécommunications, de l'électricité, des banques, de l'enseignement, des soins de santé, constituent aujourd'hui de plus en plus un des principaux piliers du mouvement syndical, de même d'ailleurs que les salariés du secteur public dans son ensemble.

Leur action est souvent plus effective que celle des salariés des mines, de la sidérurgie, de l'automobile ou de la construction mécanique pour paralyser l'économie capitaliste. Périodiquement, ce qui ne signifie pas constamment, ni partout à la fois, tous les dix ans, tous les vingt ans, dans tel ou tel pays ou groupe de pays, le prolétariat mène des grèves de masse, voire des grèves sur le tas, ou des grèves de masse actives, au cours desquelles les salariés reprennent la production sous leur propre direction.

Depuis la révolution d'Octobre 1917, cette forme de lutte de classe prolétarienne s'est manifestée succcssivement en Russie, en Finlande, dans l'Etat espagnol, en Belgique, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, en Italie, en France, dans plusieurs pays de l'Amérique du Sud, surtout en Argentine, au Chili, en Bolivie, en Hongrie en 1956, de nouveau en Italie, en France et en Belgique, au Portugal et en Pologne. Elle émerge, fût-ce encore sous une forme embryonnaire, des grèves qui se développent à présent en URSS. Demain, elle apparaîtra sans doute dans plusieurs pays d'Europe de l'Est.

Poussée à son point final, la grève de masse active affronte l'autorité du capital tant au niveau des entreprises, qu'à celui de l'Etat. Elle pose la question du pouvoir: qui décide, qui gouverne, qui règne, la bourgeoisie (à l'Est: la bureaucratie) ou le prolétariat ? Elle exprime

ainsi la poussée instinctive des salariés à reconstruire la société sur une base nouvelle.

L'avenir du communisme est fermement ancré dans cette poussée-là. Comme elle s'est manifestée régulièrement depuis plus de soixante-dix ans, comme les causes qui la suscitent subsistent pleinement (4), il n'y a aucune raison de supposer qu'elle ne se manifestera pas autant dans les années et les décennies à venir.

Le stalinisme n'est pas le produit de la révolution

Le communisme et le socialisme révolutionnaire ne sont avant tout ni un projet, ni une théorie, ni une doctrine. Ils sont principalement le mouvement réel d'émancipation des classes laborieuses, qui va objectivement dans le sens de la création d'une société sans classes. Mais ils sont aussi un projet conscient, et donc une théorie qui rend ce mouvement élémentaire de classe plus conscient de lui-même. La création d'une société sans classes présuppose en effet un effort conscient de la part de la grande majorité des salariés et de leurs alliés.

Elle s'identifie en outre avec la tentative de soumettre la vie sociale et économique au contrôle conscicnt du genre humain. Pareil contrôle conscient est irréalisable sans une théorie sur le but à atteindre et les moyens d'y arriver.

C'est à ce propos que tout le vacarme actuel conccrnant la « fin du communisme » ne relève plus de la mystification pure mais concerne un problème réel. Par suite de la propagande mensongère des bureaucraties staliniennes et communistes des pays capitalistes et par la bourgeoisie internationale pour ses fins propres, le projet communiste a été identifié aux yeux d'une fraction du prolétariat international et d'une bonne partie de l'opinion publique en général, avec un prétendu « socialisme réellement existant » en URSS, en Europe orientale, en Chine, en Corée du Nord et ailleurs.

Comme la crise de toutes ces sociétés éclate aujourd'hui aux yeux de tous, des idéologues bourgeois, sociaux-démocrates et néo-sociaux-démocrates dans les pays post-capitalistes, peuvent, à partir de cette crise incontestable, proclamer la faillite du communisme, la faillite du marxisme.

D'un point de vue objectif et scientifique, on peut aisément réfuter cette supercherie. Ce qui a fait faillite en URSS et ailleurs, c'est le stalinisme et non le communisme, ni le léninisme, ni le marxisme. Le stalinisme est un produit de la contre-révolution, non de la révolution. Le stalinisme n'a pu triompher qu'en exterminant physiquement le parti de Lénine, et en piétinant 90 % de ses théories, sans parler de celles de Marx.

Le fait que des despotes comme Staline et ses successeurs se référaient encore formellement à Lénine et Marx (5) ne justifie nullement leur identification avec ces hérauts

de l'émancipation. Tout comme le fait que le despote Bonaparte se référait encore à la révolution française, ne justifie pas la tentative de rendre les auteurs de la révolution française et de la Déclaration des Droits de l'homme, ou encore les jacobins, responsables de la corruption thermidorienne, de la Terreur blanche, de la suppression des libertés démocratiques et des centaines de milliers de victimes des guerres napoléoniennes. Aucune personne de bonne foi ne peut prétendre, textes et actions à l'appui, que la pratique de Staline, du stalinisme et du post-stalinisme, ainsi que les idéologies qui cherchent à la justifier, découlent d'une quelconque façon de la doctrine de Marx.

Ce qui est en crise en URSS, en Europe de l'Est, en Chine et ailleurs, ce n'est pas la planification socialiste, impossible sans démocratie socialiste, sans pluralisme politique, sans exercice du pouvoir par la masse des producteurs. Ce qui est en crise, c'est la planification bureaucratique, par la bureaucratie et pour la bureaucratie, marquée par d'énormes disproportions cumulées (et donc par la non-planification), par des gaspillages non moins énormes, par une hypertrophie des dépenses improductives, par l'abaissement des dépenses sociales au rang de dépenses résiduaires, par l'étouffement de l'initiative créatrice et du sens des responsabilités des producteurs.

Mais cette crise se produit dans le cadre de sociétés profondément modernisées, alors qu'elles étaient jadis sous-développées. Elle se combine avec une élévation générale du niveau de qualification et de culture. Cela rend d'autant plus intolérable le despotisme bureaucratique, mais crée aussi des conditions meilleures pour le surmonter.

Cependant, le comportement et la mentalité des masses laborieuses ne dépendent pas de connaissances scientifiques, mais d'expériences de vie et de lutte, réfractées par des influences idéologiques-politiques et des loyautés organisationnelles. Il n'y a pas de masses vierges de toute influence de cette nature. C'est pourquoi, l'image qu'avaient les masses, à l'échelle internationale, d'une URSS en train de réaliser le projet socialiste se retourne aujourd'hui contre le communisme.

Cette image correspondait, en gros, à la réalité pendant plusieurs années de la période 1917-23. Elle gardait encore une base réelle mais qui se restreignait à vue d' oeil pendant la période 1923-1927. Elle correspondait à une perception fausse de la réalité à partir de la consolidation de la dictature stalinienne (6). La partie du prolétariat international influencée par cette vision erronée a fini quand même par prendre conscience du désastre que représente le stalinisme.

Mais elle l'a fait avec un grand retard, en gros à partir des expériences de 1956 (Hongrie) et de 1968 (Tchécoslovaquie). La thèse selon laquelle le désenchantement des masses par rapport à la réalité soviétique serait le produit de la propagande impérialiste – voire des révélations de Khroutchev ou de la dynamique de démocratisation déclenchée par Gorbatchev -n'a aucun fondement réel. La propagande anti-communiste fut beaucoup plus virulente pendant les années succédant à la révolution d'Octobre. A l'époque, elle n'eut aucun effet majeur parmi les salariés avancés, tout au contraire.

Le rejet actuel du « modèle soviétique » par ces mêmes salariés est le produit non pas d'une propagande mensongère, mais de la prise de conscience d'une triste réalité. Cette prise de conscience est réfractée par une fausse identification, comme le fut hier l'attitude a-critique à l'égard de l'URSS, de la Chine, etc. Hier, on disait « oui » au stalinisme, parce qu'on l'identifiait abusivement avec le communisme. Aujourd'hui, on dit « non » au communisme, parce qu'on l'identifie non moins abusivement avec le stalinisme.

Cette fausse identification n'éliminera pas plus la marche réelle vers le socialisme par des luttes ouvrières massives, que l'endoctrinement stalinien et la gangue bureaucratique ne purent l'étouffer hier. Mais, pour le moment, elle en ralentit forcément le rythme.

Le scepticisme suscité par la banqueroute du stalinisme se conjugue d'ailleurs avec le scepticisme résultant de l'intégration des réformistes sociaux-démocrates et néo-sociaux-démocrates dans la société bourgeoise. Cette intégration est devenue manifeste aux yeux de l'immense majorité des salariés, y compris ceux qui votent pour la social-démocratie. Ces votes sont des « votes de moindre mal », et non l'expression d'une illusion sur le fait que les partis socialistes chercheraient à abolir le capitalisme par la voie des réformes.

Les directions des partis sociaux-démocrates ont toutes, sans exception, proclamé leur intention de réformer le capitalisme, non de le supprimer. La plupart d'entre eux ont d'ailleurs codifié cette résolution dans leurs programmes. La pratique des PS au cours de la dépression actuelle a été d'endosser à fond la politique d'austérité aux dépens des salariés, en faveur du redressement de la masse et des taux de profit.

Ce double désenchantement débouche forcément sur une remise en question de tout projet radical et fondamental de la société, en tant que projet réaliste. Dans la mesure où un modèle alternatif de société, rejetant à la fois le despotisme bureaucratique et le despotisme du marché capitaliste, n'existe pas encore dans la vie réelle, la propagande systématique par des marxistes révolutionnaires et d'autres courants du mouvement ouvrier en faveur d'un tel modèle, toute indispensable qu'elle soit, et quels que soient les progrès qu'elle réalisera au sein de l'avant-garde, ne suffit pas pour surmonter le scepticisme des larges masses.

Par conséquent, il devient plus difficile que lors des décennies précédentes de faire déboucher les luttes sur une contestation d'ensemble de la société capitaliste.

Un nouvel essor dans le mouvement ouvrier

Mais la vie, le mouvement réel de l'histoire, suscitent des tendances qui permettront petit à petit de surmonter ce nouvel obstacle sur la voie du socialisme. Tout d'abord, dans une série de pays, a déjà surgi au cours des dernières années un mouvement ouvrier nouveau, né du réveil d'une classe ouvrière relativement jeune, sur laquelle ne pèse ni la gangue du stalinisme, ni celle du réformisme traditionnel. Ce mouvement ouvrier n'est pas marqué par le sens de l'échec historique et le scepticisme qui caractérisent tant de secteurs du

vieux mouvement ouvrier. Il s’oriente ou s’orientera dans la voie d’une contestation d’ensemble de là société bourgeoise.

C’est le cas du Brésil, de l’ Afrique du Sud, de la Corée du Sud. Il est possible que le même phénomène se reproduise au moins au Mexique, en Inde, au Pakistan, au Nigéria, en Egypte, voire aux Etats-Unis.

Dans une série de pays où le mouvement ouvrier est encore sous l’emprise politique des appareils bureaucratiques traditionnels, une fraction croissante du mouvement syndical se libère progressivement de cette main-mise. Elle commence à viser des objectifs plus amples, sous la pression des conditions objectives. Si l’influence des courants socialistes révolutionnaires augmente dans ses rangs, le projet socialiste regagnera progressivement une crédibilité de masse.

Cela ne manquera pas de provoquer une différenciation majeure au sein des partis de masse traditionnels, surtout si les forces d’avant-garde appliquent correctement la politique de front unique, avec le développement d’un mouvement de masse déjà partiellement émancipé de l’emprise des appareils traditionnels.

Il est d’ailleurs possible que si la recomposition du mouvement ouvrier et la construction d’une nouvelle avant-garde révolutionnaire dépassent un seuil déterminé, une ou plusieurs des prochaines crises révolutionnaires dans des pays capitalistes importants débouche sur des situations de dualité de pouvoir, voire sur une victoire révolutionnaire. Celle-ci rendrait la vision du socialisme de nouveau crédible, acceptable, enthousiasmante pour le prolétariat international.

Finalement, le développement du mouvement de masse en RDA et en Tchécoslovaquie, et la croissance réelle, bien que plus lente, du mouvement de masse en URSS et dans plusieurs autres pays d’Europe de l’Est pourraient déboucher dans les années à venir sur la victoire de la révolution politique. Réalisée sur une base matérielle et culturelle beaucoup plus élevée que celle de la Russie de 1917, ou de l’Europe de l’Est de 1945, sans parler de la Chine de 1949, elle confronterait rapidement les masses laborieuses du monde avec un modèle de société plus libre, plus juste et plus égalitaire que le capitalisme le plus développé.

La crise de crédibilité du projet socialiste serait ainsi définitivement surmontée. C’est ainsi qu’apparaît la nature contradictoire de cette crise de crédibilité. Elle résulte de la banqueroute irrémédiable du stalinisme et du post-stalinisme, de toute tentative d’imposer aux masses des projets politiques sans leur libre consentement majoritaire. Mais elle débouche non seulement sur le rejet résolu de tout « verticalisme », elle intègre aussi une dimension anti-bureaucratique puissante et durable à la conscience de classe élémentaire d’une grande majorité du prolétariat. Ce rejet de la manipulation bureaucratique libère et libèrera des forces colossales, qui peuvent se réorienter vers une action émancipatrice contestant la société bourgeoise dans son ensemble.

Tout ce processus contradictoire traduit historiquement la capacité auto-critique et auto-rectificatrice des révolutions prolétariennes, que Marx avait déjà soulignée dans le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte. Il assure, lui aussi, l’avenir du communisme. Mieux, il implique la possibilité, voire la probabilité de la victoire.

Mais, à une condition: que les communistes/socialistes révolutionnaires se dégagent définitivement de toute théorie et de toute pratique substitutionniste, paternaliste, autoritaire à l'égard du mouvement d'émancipation des salariés, sans pour autant retomber dans le spontanéisme.

Précisément parce que le niveau de conscience moyen du prolétariat n'est orienté vers un changement radical de société qu'en situation révolutionnaire,l'organisation séparée de tous ceux qui luttent de manière permanente dans ce sens est indispensable. La construction des partis révolutionnaires de masse et d'une Internationale révolutionnaire de masse est aujourd'hui aussi nécessaire qu'en 1919. La IVe Internationale n'est qu'un des noyaux de cette future Internationale révolutionnaire de masse. Mais elle est seule à défendre les intérêts des travailleurs dans les trois secteurs de la réalité mondiale, sans subordonner aucune de ces fractions à une autre. La construction de la IVe Internationale reste donc la tâche la plus urgente dans ce sens. La IVe Internationale émerge d'ailleurs de la crise du communisme: elle est la seule tendance qui s'est opposée de manière intransigeante au stalinisme pendant soixante ans et donc la seule qui n'a pas perdu toute crédibilité aux yeux des masses férocement anti-staliniennes, la seule à progresser et non à régresser.

L'auto-organisation de la classe qui débouche sur le pouvoir de conseils librement et démocratiquement élus et l'organisation séparée de l'avant-garde révolutionnaire forment ainsi une unité dialectique, médiatisée par la pluralité des partis. Le pouvoir d'Etat doit être exercé par les conseils, pas par le parti. Le(s) parti(s) cherche(nt) à gagner la majorité au sein des conseils par persuasion et non par l'administration, et encore moins la répression. Leurs seuls atouts doivent être: un degré d'activité plus soutenu, plus continu, plus dévoué au service de leur classe, un style de vie dénué de tout privilège, une capacité à mettre leur pratique constamment en conformité avec leurs principes, une lucidité politique majeure fondée sur une compréhension théorique des lois qui gouvernent la construction de la société sans classes.

Pour cela, ils doivent puiser aux sources non-contaminées : les écrits de Marx et d'Engels sur la Commune de Paris, les écrits de Rosa Luxembourg, du Lénine de « L'Etat et la Révolution », qui a eu l'audace de développer un projet d'Etat soviétique « sans armée permanente, sans police, sans bureaucratie », et surtout les écrits de Trotsky des dix dernières années de sa vie et les documents programmatiques de la IVe Internationale.

« Socialisme ou barbarie ».

Mais toute cette richesse théorique doit être considérée non comme une vérité révélée définitive, mais comme sujette au test d'expériences révolutionnaires et contre-révolutionnaires nouvelles. La parole la plus sage jamais prononcée par un révolutionnaire au sujet des révolutionnaires, est celle de Marx, dans sa Troisième Thèse sur Feuerbach: les éducateurs doivent être éduqués et rééduqués. L'avenir du communisme dépend en dernière analyse de l'assimilation de cette vérité fondamentale par les communistes.

Le communisme, c'est l'aspiration à une société plus humaine et plus juste pour la grande majorité du genre humain. C'est l'aspiration à une société qualitativement supérieure à la société capitaliste. Au fur et à mesure que se déploient les contradictions internes qui déchirent cette dernière, et les crises successives auxquelles ces contradictions aboutissent, la société socialiste sans classes apparaît aussi comme une société qualitativement plus rationnelle.

Le bilan du capitalisme du XXe siècle, ce n’est pas seulement le niveau de vie de la moitié de la population américaine ou la sécurité sociale de la Suède ou de la RFA (en bonne partie, d’ailleurs, conquise par le mouvement ouvrier contre la résistance des capitalistes). C’est aussi l’énorme misère de 80% des habitants du tiers monde. Ce sont aussi deux guerres mondiales qui ont coûté près de 100 millions de morts. Ce sont aussi les 120 guerres « locales » qui nous ont été imposées depuis 1945 (rien que la guerre « locale » déclenchée par les agences pro-impérialistes du Mozambique a coûté 90.000 morts…). Ce sont aussi deux graves dépressions économiques. C’est aussi le fascisme, de nombreuses dictatures militaires et semi-fascistes. C’est aussi la torture institutionnalisée dans plus de cinquante pays.

Les marxistes, à commencer par Rosa Luxembourg, avaient raison de résumer l’avenir de l’humanité dès le début du XXe siècle par la formule: Socialisme ou barbarie. Avant de montrer son visage le plus hideux dans les crimes nazis, la montée de la barbarie s’était déjà manifestée dans les crimes du colonialisme (y compris ceux du militarisme japonais), et dans les doctrines racistes qui les soutenaient.

Le capitalisme industriel s’est développé dès le début comme une combinaison de progrès et de régression, de forces productives et de tendances destructrices (7). Les premières prévalurent d’abord sur les secondes. Mais, avec l’avènement de l’ère impérialiste, les secondes commencèrent à égaler puis à déborder les premières.

Le développement des forces productives, tant mécaniques qu’humaines, ne s’arrête pas définitivement. Il peut même connaître un essor exceptionnel, comme ce fut incontestablement le cas pendant la période allant de la fin des années 40 au début des années 70 (dans quelques pays semi-industrialisés, les années 70 et le début des années 80). Mais le prix payé pour ce développement devient de plus en plus exorbitant. L’expression la plus claire de ce renversement de tendance fut l’apparition des armes nucléaires et biologiques au cours de la Seconde Guerre mondiale. Leur emploi massif impliquerait – et implique depuis 1945- la destruction physique du genre humain. La multiplication des centrales nucléaires contient ce même risque même en cas de guerre « conventionnelle » à grande échelle. Empêcher des guerres mondiales ou continentales, tant nucléaires que conventionnelles, devient dès lors l’objectif stratégique numéro un du mouvement ouvrier, y compris de sa composante communiste, socialiste-révolutionnaire.

Gorbatchev a exprimé cette nécessité nouvelle, fût-ce avec un certain retard par rapport aux marxistes-révolutionnaires, qui l’ont à leur tour compris avec retard par rapport à la réalité objective. A partir de l’apparition de ces armes, la guerre n’est plus la continuation de la politique avec d’autres moyens. Elle devient la négation absolue de toute politique. Une humanité réduite à la poussière nucléaire n’est plus le « sujet » d’une quelconque pratique, y compris une pratique politique.

Mais, de cette contradiction irréfutable, Gorbatchev déduit une conclusion désastreusement fausse: l’humanité, les pays dits « socialistes », la classe ouvrière internationale, les masses opprimées et surexploitées du tiers monde, seraient obligés de rechercher une collaboration de plus en plus étroite avec l’impérialisme et les classes possédantes de partout, comme seul moyen d’éviter les guerres suicidaires (8).

Cette vision transforme l’intérêt qu’ont actuellement les dirigeants de l’impérialisme à modérer l’accroissement des dépenses militaires (ce qui est le fondement des accords partiels de désarmement, qu’il faut évidemment appuyer et étendre) en une tendance permanente au désarmement universel. Elle est totalement irréaliste.

Elle sous-estime les effets barbares des agressions et guerres « locales » déclenchées par l'impérialisme. Elle sous-estime le risque implicite dû au poids du complexe militaro-industriel au sein de la bourgeoisie. Elle sous-estime les tendances au développement des dépenses militaires dans les phases de dépression économique. Elle sous-estime le risque de voir apparaître au sein de la société bourgeoise, en cas de crises aiguës se terminant par l'écrasement du mouvement ouvrier, des dirigeants politiques nihilistes prêts à jouer le tout pour le tout – y compris avec des implications pour eux-mêmes – comme Hitler.

Même si ces risques sont limités, les éliminer de la stratégie du mouvement ouvrier et du mouvement anti-guerre est profondément irresponsable. C'est littéralement jouer à la roulette russe avec la survie physique du genre humain.

La conclusion stratégique qu'on doit déduire du danger d'extermination implicite dans les risques de guerre en présence des centrales nucléaires, c'est que la seule garantie réelle et définitive de la survie physique de l'humanité est la prise en main de toutes les usines et de tous les laboratoires capables de produire des armes lourdes par les producteurs eux-mêmes.

C'est l'accord universel de ces producteurs pour cesser toute production de ces armes, et pour détruire immédiatement tous les stocks d'armes existants. Hier, le dilemme était: « Socialisme ou barbarie ». Aujourd'hui, le dilemme est devenu: « Le socialisme ou la mort ».C'est la motivation la plus profonde pour le communisme qu'on puisse imaginer.

La même conclusion découle des autres menaces mortelles qui pèsent sur l'humanité, avant tout la menace de destruction de l'environnement et la menace d'une extension désastreuse de la faim et des épidémies dans le tiers monde (et au-delà).

Projet utopique ?

Ces menaces ne peuvent être définitivement éliminées que si le contrôle de la production et de la distribution des richesses n'est plus entre les mains de forces sociales et de gouvernements qui poursuivent des buts d'enrichissement et de pouvoir privés et séparés et sont ainsi acculés à des processus de croissance incontrôlés et incontrôlables. Ils doivent passer aux mains des salariés et de leurs alliés, de la paysannerie laborieuse, qui ont la volonté et la capacité de subordonner tout intérêt partiel et toute croissance incontrôlée à la coopération solidaire dans l'intérêt de l'humanité laborieuse dans son ensemble.

Est-ce un projet utopique ? Seul l'avenir tranchera. Mais c'est de toute façon infiniment moins utopique que le projet d'assurer la paix dans le monde, la préservation de l'environnement, l'élimination de la faim et des épidémies guérissables, dans le cadre d'une société congénitalement incapable de subordonner les intérêts des riches et le pouvoir des Etats-nations; à la solidarité collective, dans la mesure où elle est fondée sur la logique de l'enrichissement (de l'accumulation du capital) d'une petite minorité, et de la concurrence opposée à la solidarité.

Déjà, des indications précises montrent que le projet socialiste tel que nous l'avons résumé dans sa forme la plus aiguë n'est point utopique. Ce qui caractérise le soulèvement des masses que nous venons de vivre en RDA ou en Tchécoslovaquie, c'est le rejet de leur mise en tutelle sous toutes ses formes.

Ce rejet s'étendra d'ailleurs à d'autres pays de l'Est et à l'URSS. n s'étendra
du domaine des libertés politiques à tous les domaines politiques, économiques et sociaux

et s’étendra petit à petit à un nombre croissant de pays capitalistes.

Les 36 % de voix pour la suppression immédiate de l’armée en Suisse, le million de manifestants dans les rues des Etats-Unis pour la défense du droit à l’avortement, en novembre 1989, sont les premiers signes de ce qui attend la bourgeoisie. Elle se mordra longtemps les doigts d’avoir lancé sa campagne pour le respect des droits de l’homme, pour la large publicité accordée aux soulèvements de masse en RDA, en Tchécoslovaquie, en Roumanie. Ces larges campagnes la frapperont comme des boomerangs en plein visage, encore et toujours, dans les années et les décennies à venir.

La télévision internationale, avant tout la télévision allemande et certaines chaînes américaines et françaises, ont rapporté heure par heure le soulèvement des masses en RDA, en Tchécoslovaquie, en Roumanie. C’est la première fois que le monde entier a pu saisir sur le vif, instantanément, le développement d’explosions révolutionnaires.

Mais la question se pose: pourquoi la grève générale au Brésil, la grève générale dans l’Etat espagnol, les deux principales luttes ouvrières de l’année 1989 (qui concernaient respectivement plus de 30 millions et plus de 6 millions de salariés), c’est-à-dire beaucoup plus que ceux impliqués dans les actions en RDA, en Tchécoslovaquie ou en Roumanie, pris dans leur ensemble, n’ont-elles pas reçu 5 % de l’attention accordée à celle-ci?

Pourquoi la répression impérialiste à Panama, les massacres au Salvador (plus de 70.000 morts en dix ans de guerre) au Guatemala, au Sri Lanka, au Soudan, au Mozambique, qui ont causé beaucoup plus de victimes que la Securitate de Ceausescu, n’ont-elles pas reçu 5% de la publicité accordée aux massacres en Roumanie ? Est-ce sans rapport avec le fait que les tyrannies responsables de ces massacres sont capitalistes ou procapitalistes et non prétendument « socialistes »?

La lutte contre la mise sous tutelle, c’est la lutte pour l’auto-détermination des masses dans tous les domaines, celui de l’écologie (9), comme celui de l’anti-militarisme et des droits démocratiques. Les masses populaires, des comités (conseils) locaux clairement appuyés par la majorité de leurs concitoyens doivent conquérir notamment un pouvoir de veto sur tous les projets impliquant des risques graves pour l’environnement.

Pour la première fois depuis l’avènement du stalinisme, la liberté, la démocratie la plus large, représentative autant que directe, l’anti-militarisme, l’impératif catégorique, commencent à passer dans notre camp, le camp du socialisme révolutionnaire. Liberté, égalité politique et économique, solidarité et justice sociale, y compris à l’échelle mondiale, anti-militarisme radical, défense radicale de l’environnement, respect des droits de l’homme: cela crée une combinaison imbattable.

Voilà les grands thèmes propagandistes que nous devons marteler sans cesse, combinés avec les revendications immédiates et transitoires, et avec des projets politiques qui les traduisent dans la vie de tous les jours. Voilà ce qui assure définitivement l’avenir du communisme.

1er février 1990.

Notes

(1) Nous la définissons comme tous ceux qui se trouvent sous la contrainte économique de vendre leur force de travail.

(2) Les luttes de salariés pour le suffrage universel, pour la libération nationale des pays coloniaux, les luttes anti-fascistes, la gréve générale en Tchécoslovaquie en 1989 pour les libertés démocratiques, etc.

(3) Une « société post-industralisée » dans le sens dune « société post-prolétarienne », impliquera que la nourriture, les vêtements, les logements, l'équipement éctro-ménager, les produits pharmaceutiques, les appareils de télécommuncations, les écoles, les hôpitaux, les moyens de transport, sans lesquels aucun savant ou informaticien ne pourra survivre, seraient produits entièrement ou même en grande partie par des robots et non par des humains.
C'est une vue de l'esprit pour un avenir prévisble. Les tentatives de « déprolétariser » le socialisme, c'est-à-dire de le détacher des luttes et des intérêts du prolétariat moderne caractérisent quatre ouvrages importants consacrés au socialisme au cours des dernières années: The Economics of Feaseble Socialism d'Alec Nove ; Socialism, Past and Future, de Michael Harrington ; A Fulure for Socialism de Bryan Gould (un des principaux idéologues de Neil kinnock) et La Métamorphose du travail d'André Gorz. En pratique, cela abouti à présenter le socialisme comme un capitalisme réformé. En l'absence d'un sujet révolutionnaire potentiellement capable de renverser le capitalisme, il ne reste logiquement plus que le projet de le réformer. « L'adieu au prolétariat » débouche toujours sur le « Bonjour au capitalisme ».

(4) En dernière analyse, ces causes sont l'aliénation des salariès avant tout en tant que producteurs.

(5) Notre vieux camarade Zimine, un des rares surivans de l'Opposition de gauche soviétique, a rédigé avant de mourir une excellente réfutation de ces prétendues références théorique dans son livre « Le Stalinisme et son prétendu « socialisme réel », paru par La Bréche, 1988.

(6) Ainsi, les membres et les sympathisants des partis communistes, et une fraction non négligeable d'ouvriers en dehors de cette mouvance, croyaient sincérement, au cours des anées 30, que l'URSS stailnlenne avait satisfait tous les besoins des masses populaires. En réalité, le niveau de vie de celle-ci avait chuté de manière dramatique par apport à celui des abnées 1923-28.

(7) Voir les passages du tome 1 du Capital de Marx, sur la double nature du machinisme. ..

(8) Edgar Morin dans Le Monde tourne la formule idéologique que pour justifier cette stratégie illusionniste et suicidaire, en parlant de l'impasse dans laquelle « l'homme » se serait trouvé par le développement d'une technique débridée.